

É D I T O R I A L

LIBRE OPINION

Le plus grand défi de l'humanité

RICCARDO PETRELLA

*Conseiller à la Direction générale
du centre commun de recherche
de la Commission européenne*

Le plus grand défi pour l'humanité des deux, trois prochaines décennies ne sera pas la maîtrise des nouvelles technologies d'information et de communication pour savoir si les entreprises américaines, telles que Microsoft, Intel, Cisco, IBM, Aol-Time, Warner, General Electric, et l'armée américaine (US Army, US Navy, US Air) domineront encore la planète. Ce ne sera pas non plus la re-sacralisation du monde et de savoir qui, des chrétiens ou des musulmans, aura été capable de conquérir davantage d'âmes de par le monde.

Le plus grand défi sera de vérifier si les classes dirigeantes des sociétés les plus riches au monde, dont la population ne totalise que 12 % de la population mondiale, mais possède 84 % de la richesse et représente 88 % de la consommation mondiale⁽¹⁾, seront capables de créer les conditions indispensables pour assurer et permettre à chacun des huit milliards d'êtres humains qui habiteront la Terre en 2020-25 d'avoir accès au droit à la vie, sous ses quatre dimensions fondamentales, à savoir:

■ l'accès aux biens et services vitaux indispensables à la vie individuelle et collective, tels que l'eau, l'air, l'alimentation, la santé, l'éducation, le logement, etc;

■ la maîtrise de la vie pour éviter que les êtres humains ne soient réduits à un ensemble de matériaux biologiques transformables en marchandises. Cela vaut pour tout organisme vivant, mais en particulier pour les humains dont les gènes et les cellules, par exemple, ne sauraient être objets de commerce;

■ la gestion durable et solidaire de l'écosystème Terre, de sorte que la promotion de la biodiversité, ainsi que le droit des générations futures à

avoir accès aux sources de vie de la planète de la même manière, au moins, que les générations actuelles le revendiquent, soient respectés;

■ le droit à la paix, car toute personne et toute communauté humaine peut et doit aspirer à vivre des relations coopératives et pacifiques avec les autres personnes et communautés sans craindre que les inévitables conflits de visions de valeurs, d'objectifs et d'intérêts se traduisent nécessairement par des «guerres» commerciales, industrielles, technologiques, religieuses, aboutissant à des gagnants et à des perdants.

Ces quatre dimensions font apparaître le droit à la vie comme le plus grand défi du début de ce XXI^e siècle, pour ne pas parler de III^e millénaire, car aucune d'entre elles n'a été concrètement respectée et soutenue comme il aurait fallu, notamment, ces dernières décennies. Par exemple, l'accès à l'eau potable, dans la qualité et la quantité suffisantes à la vie, est encore aujourd'hui dénié à plus de 1,4 milliard d'êtres humains qui risquent de devenir environ quatre milliards en 2020-25 si des changements profonds n'interviennent pas dans la gestion des ressources hydriques de la planète.

Au cours des dernières années, les dirigeants de tous les pays les plus riches au monde (y compris la Belgique) ont permis le brevetage des organismes vivants, y inclus — pour l'instant, pour des buts thérapeutiques — les gènes humains, ce qui a conduit à la marchandisation du vivant.

Comme l'a bien montré, hélas, la Conférence mondiale des Nations unies sur le climat, en novembre 2000 à La Haye, tous les indicateurs suggèrent que nos sociétés développées ne démontrent pas être prêtes à modifier leurs

modes de production et de consommation pour contrecarrer et renverser la tendance à la détérioration continue et généralisée de l'état environnemental de la planète.

Enfin, faut-il rappeler que «l'éthique de la survie» domine de plus en plus le monde de l'économie et les rapports entre les personnes, réduites à des ressources humaines, acculées à se battre chacune pour sa propre survie dans une compétitivité sans merci? Et que dire de l'état piteux dans lequel le XX^e siècle vient de laisser l'œcuménisme religieux?

Le devenir de nos sociétés reste, cependant, ouvert à d'autres futurs. Un nombre croissant de personnes a commencé, au cours des années 90, un peu partout à travers le monde, à protester, à se révolter, à lutter contre les tendances décrites ci-dessus.

Ces derniers temps, les protestations, les révoltes, les oppositions ont été de plus en plus, accompagnées par des tentatives et des expérimentations de construction et de projets et de solutions alternatifs. Qu'il s'agisse du domaine de l'économie sociale, des services de proximité,

de la finance équitable, de la finance alternative, de la revalorisation de transports publics, de l'agriculture locale et durable, d'une nouvelle pédagogie, on assiste à la recherche de rendre possible la construction d'un autre monde, d'un autre devenir. Tous ces efforts alternatifs ont en commun une logique remarquable, qui n'est pas celle de la survie, mais celle de la vie, de la construction d'une vie pour tous, ensemble.

⁽¹⁾ Données de 1997 dans le *Rapport sur le Développement humain 1999* du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD).

L'accès
à l'eau
potable
est encore
aujourd'hui
dénié à plus
de 1,4
milliard
d'êtres
humains